Assemblée générale

Distr. générale
24 mars 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 156 de l'ordre du jour
**Financement de la Mission multidimensionnelle
intégrée des Nations Unies pour la stabilisation
en République centrafricaine**

Budget de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 : ressources supplémentaires

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats attendus	5
A. Vue d'ensemble	5
B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui	5
C. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	6
II. Ressources financières	17
A. Vue d'ensemble	17
B. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	18
III. Analyse des variations	18
IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	22
Annexe	
Organigrammes	23

Résumé

Le présent rapport présente les ressources supplémentaires à prévoir pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, qui s'élèvent à 112 433 900 dollars et sont destinées à financer le déploiement d'un maximum de 2 750 militaires supplémentaires, de 200 membres de la police des Nations Unies et 740 membres d'unités de police constituées. Le rapport doit être lu en parallèle avec le rapport du Secrétaire général sur le budget de la MINUSCA pour l'exercice 2021/22 (A/75/760).

Le projet de budget pour le fonctionnement de la MINUSCA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, dont le montant brut s'élève à 936 258 700 dollars (montant net : 921 267 800 dollars), a été présenté à l'Assemblée générale le 17 février 2021. Par la suite, dans sa résolution 2566 (2021) du 12 mars 2021, le Conseil de sécurité a décidé d'augmenter de 2 750 personnes l'effectif autorisé de la composante militaire de la MINUSCA et d'augmenter de 940 personnes l'effectif autorisé de la composante Police de la Mission, par rapport aux niveaux actuels approuvés au paragraphe 27 de la résolution 2552 (2020).

Compte tenu des prévisions de dépenses supplémentaires d'un montant de 112 433 900 dollars, le montant brut du budget proposé pour le fonctionnement de la MINUSCA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 s'élève désormais au total à 1 048 692 600 dollars (montant net : 1 033 644 100 dollars).

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Montant alloué (2020/21)	Prévisions de dépenses		Prévisions de dépenses totales	Variation	
		de dépenses initiales	de dépenses supplémentaires		Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	479 285,4	476 799,5	103 588,9	580 388,4	101 103,0	21,1
Personnel civil	214 387,0	221 160,9	1 480,7	222 641,6	8 254,6	3,9
Dépenses opérationnelles	244 039,3	238 298,3	7 364,3	245 662,6	1 623,3	0,7
Montant brut	937 711,7	936 258,7	112 433,9	1 048 692,6	110 980,9	11,8
Recettes provenant des contributions du personnel	14 868,3	14 990,9	57,6	15 048,5	180,2	1,2
Montant net	922 843,4	921 267,8	112 376,3	1 033 644,1	110 800,7	12,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—	—
Total	937 711,7	936 258,7	112 433,9	1 048 692,6	110 980,9	11,8

Ressources humaines^a

	Observateurs militaires	Contingents	Police des Nations Unies	Unités de police constituées	Personnel recruté sur le plan international	Personnel recruté sur le plan national ^b	Emplois de temporaire ^c	Volontaires des Nations Unies	Personnel fourni par des gouvernements	Total
Direction exécutive et administration										
Effectif approuvé 2020/21	–	–	–	–	123	87	3	47	–	260
Effectif proposé 2021/22	–	–	–	–	124	88	3	48	–	263
Composantes										
Sécurité, protection des civils et droits humains										
Effectif approuvé 2020/21	169	11 437	400	1 680	49	30	7	27	108 13 907	
Effectif proposé 2021/22	169	11 437	400	1 680	49	30	7	27	108 13 907	
Additif 2021/22	169	14 187	600	2 420	49	30	7	27	108 17 597	
Appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation										
Effectif approuvé 2020/21	–	–	–	–	56	10	31	61	–	158
Effectif proposé 2021/22	–	–	–	–	56	10	31	61	–	158
Lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et de l'état de droit										
Effectif approuvé 2020/21	–	–	–	–	49	110	–	13	–	172
Effectif proposé 2021/22	–	–	–	–	49	110	–	13	–	172
Appui										
Effectif approuvé 2020/21	–	44	–	–	410	365	28	118	–	965
Effectif proposé 2021/22	–	44	–	–	417	366	23	122	–	972
Additif 2021/22	–	–	–	–	425	366	23	133	–	991
Total										
(A) Effectif approuvé 2020/21	169	11 481	400	1 680	687	602	69	266	108 15 462	
(B) Effectif proposé 2021/22	169	11 481	400	1 680	695	604	64	271	108 15 472	
(C) Additif 2021/22	169	14 231	600	2 420	703	604	64	282	108 19 181	
(D) Variation (A/75/760) : (B) – (A)	–	–	–	–	8	2	(5)	5	–	10
(E) Variation : additif : (C) – (A)	–	2 750	200	740	8	–	–	11	–	3 709
(F) Variation totale nette : (D) + (E)	–	2 750	200	740	16	2	(5)	16	–	3 719

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé ou proposé.

^b Y compris 107 administrateurs recrutés sur le plan national et 497 agents des services généraux.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 56 agents recrutés sur le plan international, 1 administrateur recruté sur le plan national et 7 agents des services généraux.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section IV du présent rapport.

I. Mandat et résultats attendus

A. Vue d'ensemble

1. Le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2149 \(2014\)](#). La dernière prorogation en date de ce mandat, jusqu'au 15 novembre 2021, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution [2552 \(2020\)](#).

2. Le projet de budget pour le fonctionnement de la MINUSCA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, dont le montant brut s'élève à 936 258 700 dollars (montant net : 921 267 800 dollars), a été présenté à l'Assemblée générale le 17 février 2021.

3. Dans sa résolution [2566 \(2021\)](#) du 12 mars 2021, le Conseil de sécurité a décidé d'augmenter de 2 750 personnes l'effectif autorisé de la composante militaire de la MINUSCA et d'augmenter de 940 personnes l'effectif autorisé de la composante Police de la Mission, par rapport aux niveaux actuels approuvés au paragraphe 27 de la résolution [2552 \(2020\)](#).

4. C'est dans ce contexte qu'il faudrait prévoir des ressources supplémentaires d'un montant estimé à 112 433 900 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 afin de financer le déploiement de militaires et de policiers supplémentaires destiné à renforcer la capacité de la MINUSCA à s'acquitter des tâches prioritaires de son mandat compte tenu de l'évolution des conditions de sécurité et de la situation politique et à améliorer sa capacité à empêcher toute nouvelle détérioration de la sécurité et à inverser la tendance tout en créant des conditions qui favorisent l'avancée du processus politique.

5. En conséquence, le montant brut du projet de budget pour le fonctionnement de la MINUSCA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 s'élève désormais au total à 1 048 692 600 dollars (montant net : 1 033 644 100 dollars), correspondant aux prévisions de dépenses initiales d'un montant brut de 936 258 700 dollars (montant net : 921 267 800 dollars) pour le fonctionnement de la Mission et aux prévisions de dépenses supplémentaires d'un montant brut de 112 433 900 dollars (montant net : 112 376 300 dollars) pour le déploiement des militaires et policiers supplémentaires.

B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui

6. La situation politique actuelle en République centrafricaine demeure marquée par la montée des tensions politiques, de l'insécurité et de la violence. Le climat s'est considérablement dégradé après la décision prise par la Cour constitutionnelle le 3 décembre 2020 d'invalider la candidature à la présidentielle de l'ancien Président de la République centrafricaine, François Bozizé. Des représentants de Retour, Réclamation et Réhabilitation, du Mouvement patriotique pour la Centrafrique, de l'Unité pour la paix en Centrafrique, un groupement du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique et des factions anti-balaka Mokom et Ngaïssona ont publiquement dénoncé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation le 15 décembre 2020 et annoncé la création de la Coalition des patriotes pour le changement le 17 décembre. Les conditions de sécurité dans le pays continuent de se détériorer, les groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement continuant de s'en prendre en divers endroits aux forces de défense nationale et de

sécurité intérieure dans l'objectif de perturber le déroulement des processus électoraux et politiques devant permettre la pleine mise en œuvre de l'Accord de paix.

7. Face aux menées violentes et aux actes d'intimidation que les groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement multiplient sur tout le territoire dans le dessein de prendre le pouvoir et de perturber le processus démocratique, la MINUSCA a déployé toutes ses réserves, y compris deux forces d'intervention rapide, prépositionné l'Équipe spéciale conjointe de Bangui et renforcé son dispositif global, en coordination avec les forces nationales de défense et de sécurité dans le cadre du plan intégré de sécurité pour les élections.

8. En outre, la Mission a obtenu des renforts temporaires de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), dans le cadre d'une coopération intermission qui doit prendre fin le 23 avril 2021.

9. Dans le souci de faire face à la détérioration des conditions de sécurité, le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement de militaires et de policiers supplémentaires. Ce déploiement devrait être échelonné dans le temps en fonction de l'état de préparation des futurs pays fournisseurs de contingents et de personnel de police. Les négociations avec ces pays sont en cours. Il s'agit des pays dont les unités se trouvent au niveau d'engagement Déploiement rapide du Système et qui peuvent être déployées dans les 60 jours suivant la notification. Le déploiement sera également séquencé et basé sur des examens réguliers de l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans le cadre des rapports d'activité présentés périodiquement au Conseil de sécurité. Afin de garantir que le déploiement de ces effectifs aura un effet durable, les renforts et le plan de déploiement seront alignés sur les efforts stratégiques plus larges de la Mission visant à favoriser la bonne mise en œuvre de son mandat général.

10. En ce qui concerne l'appui opérationnel au déploiement des militaires et des policiers supplémentaires, il est actuellement prévu que la Mission redéfinisse ses priorités au cours de la période actuelle afin d'absorber, dans les limites des ressources approuvées pour l'exercice 2020/21, les dépenses supplémentaires liées à l'acquisition de bâtiments préfabriqués et autre matériel de génie pour l'hébergement du personnel et à l'acquisition de véhicules supplémentaires ainsi qu'à l'acquisition de matériel informatique et de matériel de communication. Par conséquent, les montants inscrits dans le présent projet de budget se limitent aux dépenses récurrentes et notamment aux ressources supplémentaires à prévoir pour le carburant destiné aux véhicules et aux groupes électrogènes, les services de communication et d'informatique ainsi que les services médicaux. En ce qui concerne le personnel civil, les ressources supplémentaires demandées doivent permettre de financer le léger accroissement des effectifs nécessaire pour renforcer la capacité de la Division de l'appui à la mission à soutenir le déploiement des militaires et des policiers supplémentaires.

C. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

11. La mise à jour des indicateurs de succès et des produits définis dans la présente section résulte des changements liés au déploiement de militaires et de policiers supplémentaires que le Conseil de sécurité a autorisé dans sa résolution [2566 \(2021\)](#) et vient remplacer les indicateurs et produits figurant dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la MINUSCA pour l'exercice 2021/22 ([A/75/760](#)). Tous les autres éléments des cadres de budgétisation axée sur les résultats présentés dans le rapport du Secrétaire général demeurent valables et inchangés.

Composante 1 : sécurité, protection des civils et droits de l'homme

12. Au titre de la composante 1, la Mission continuera d'assurer les principales réalisations escomptées concernant la sécurité, la protection des civils et la promotion et la défense des droits humains, notamment aux fins de la réalisation des objectifs stratégiques définis dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la MINUSCA (A/75/760).

Réalisation escomptée	Indicateur de succès
1.1 Amélioration des conditions de sécurité et de la protection des civils, notamment par la réduction de l'insécurité causée par la transhumance saisonnière, le perfectionnement des mécanismes de protection communautaire et le renforcement de la sécurité dans des zones stratégiques de la République centrafricaine	1.1.1 Diminution du nombre d'attaques et d'affrontements armés entre les parties au conflit (2019/20 : 117 ; 2020/21 : 60 ; 2021/22 : 70)

Produits

- Conduite de 2 800 patrouilles hebdomadaires, dans les principales agglomérations de la République centrafricaine, afin d'intervenir rapidement ou d'appuyer le processus de paix, les élections, la réconciliation nationale, la cohésion sociale et la justice transitionnelle aux niveaux local et national, le but étant d'atténuer le danger que représentent les groupes armés et de limiter leur influence sur l'ensemble du territoire
- Conduite de 65 opérations mobiles et robustes menées à court terme par des bataillons entiers et de 10 opérations à plus long terme en vue de dissuader activement les groupes armés de mener des actions contre les civils dans les nouvelles zones de tension, de protéger les civils de la violence ou du harcèlement pendant la période électorale et de réduire la présence des groupes armés et le contrôle qu'ils exercent
- Conduite de 220 patrouilles hebdomadaires conjointes avec les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et le personnel de police des Nations Unies dans les principales agglomérations de la République centrafricaine, pour appuyer l'extension de l'autorité de l'État et intervenir pour protéger les civils, en atténuant le danger que représentent les groupes armés et en limitant leur influence et leur contrôle sur le territoire
- Conduite de 59 patrouilles quotidiennes programmées par des unités de police constituées et de 6 patrouilles quotidiennes de renfort opérationnel, à l'intérieur et à l'extérieur de Bangui, pour procéder à des évaluations de la sécurité, fournir un renfort à la maîtrise des foules et au maintien de l'ordre public et collaborer avec la population et les autorités locales en vue de recueillir des renseignements
- Tenue de 4 464 séances de dialogue organisées par les membres de la police des Nations Unies dans différentes localités (arrondissements et bases d'opérations, notamment) pour rassurer la population locale quant à sa sécurité et la sensibiliser à cette question

Composante 4 : appui

13. La composante appui continuera de fournir des services efficaces et performants afin d'aider la Mission à s'acquitter de son mandat. Pour ce faire, elle exécutera les produits prévus, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la MINUSCA (A/75/760).

Réalisation escomptée	Indicateurs de succès
4.1 Fourniture à la Force de services d'appui rapides, efficaces, efficients et responsables	Les indicateurs de succès définis dans le rapport publié sous la cote A/75/760 restent inchangés

Produits

Budget, finances et communication de l'information

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables pour un budget de 1,05 milliard de dollars

Services relatifs au personnel civil

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 1 653 civils (703 agents recrutés sur le plan international, 604 agents recrutés sur le plan national, 64 temporaires et 282 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

- Services d'entretien et de réparation portant sur 126 installations de la Mission réparties entre 37 sites
- Exploitation et entretien de 259 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et de 6 systèmes hélioélectriques
- Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres, de lutte phytosanitaire et de blanchisserie dans 28 sites, de services de blanchisserie dans 3 sites et de services de restauration dans 6 sites

Gestion du carburant

- Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 36,4 millions de litres de carburant (9,5 millions pour les opérations aériennes, 7,4 millions pour les transports terrestres et 19,5 millions pour les groupes électrogènes et autres équipements) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage répartis sur 16 sites

Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

- Fourniture de 4 144 radios portatives à ultra-haute fréquence (UHF) et à très haute fréquence (VHF) et de bande aéronautique VHF, de 1 680 radios mobiles UHF/VHF et à haute fréquence (HF) et de 354 radios fixes UHF/VHF/HF et de bande aéronautique VHF, et fourniture de services d'appui connexes
- Exploitation et entretien d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, comprenant notamment 36 terminaux VSAT, 22 systèmes Voix sur IP, 50 liaisons hertziennes point à point et 220 dispositifs hertziens point-multipoint, et fourniture de services d'appui et de maintenance pour 1 réseau satellitaire mondial à large bande, 261 téléphones satellites et 45 terminaux mobiles satellites à large bande
- Fourniture de 2 841 ordinateurs et de 331 imprimantes pour un effectif moyen de 2 973 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 1 265 appareils et 209 imprimantes permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et d'autres services communs
- Services d'appui et de maintenance pour 200 réseaux locaux et 41 réseaux étendus dans 75 sites

Services de gestion de la chaîne d'approvisionnement

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui en matière de planification et de recherche de fournisseurs pour l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 139,9 millions de dollars

Services relatifs aux membres du personnel en tenue

- Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 17 420 membres du personnel militaire et policier (169 observateurs militaires, 411 officiers d'état-major, 13 820 membres des contingents, 600 policiers des Nations Unies et 2 420 membres d'unités de police constituées) et de 108 membres du personnel fourni par des gouvernements
- Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 52 unités militaires et unités de police constituées réparties dans 79 sites

- Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau en bouteille pour un effectif moyen de 15 074 membres de contingents et d'unités de police constituées
- Appui au traitement des indemnités et des prestations pour un effectif moyen de 15 763 membres du personnel militaire et policier et 105 membres du personnel fourni par les gouvernements

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

- Exploitation et entretien de 1 335 véhicules appartenant à l'ONU (794 véhicules légers, 190 véhicules à usage spécial, 10 ambulances, 97 véhicules blindés et 244 autres véhicules, remorques et accessoires spécialisés) et de 4 434 véhicules appartenant aux contingents, ainsi que de 11 ateliers d'entretien et de réparation, et fourniture de services de transport et de navette

Tableau 1
Ressources humaines : composante 4 (Appui)

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international				Service mobile	Total partiel	Personnel recruté sur le plan national	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2					
Gestion des opérations et des ressources									
Bureau du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	3	3	–	–	3
Section des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	2	2	–	–	2
Centre d'appui à la mission									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	1	1	–	1	2
Groupe de l'hygiène et de la sécurité du travail et de l'environnement									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	–	–	–	1	1
Total partiel (Gestion des opérations et des ressources)	–	–	–	–	6	6	–	2	8
Pilier Services									
Groupe des transports									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	–	–	–	1	1
Section du génie et de la gestion des installations									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	1	1	–	2	3
Groupe des transports aériens									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	1	1	–	–	1
Total partiel (pilier Services)	–	–	–	–	2	2	–	3	5
Service de gestion de la chaîne d'approvisionnement									
Groupe du contrôle des mouvements									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	–	–	–	3	3
Section de la gestion intégrée des stocks									
Postes proposés 2021/22	–	–	–	–	–	–	–	3	3
Total partiel (Service de gestion de la chaîne d'approvisionnement)	–	–	–	–	–	–	–	6	6
Total des postes proposés 2021/22	–	–	–	–	8	8	–	11	19

Service de la gestion des opérations et des ressources

Tableau 2

Ressources humaines : Bureau du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Postes	+ 3	SM	Fonctionnaire d'administration (régional)	Création	Ndélé, Bangassou et Paoua
Total	+ 3				

14. Les postes approuvés pour l'équipe de proches collaborateurs du (de la) Chef du Service de la gestion des opérations et des ressources sont au nombre de 10 : 1 D-1, 1 P-3, 6 agent(e)s du Service mobile, 1 administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 1 agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national. Le Bureau est chargé de la dotation globale en ressources, de la coordination de l'appui administratif et opérationnel, de la gestion de la performance et de la planification stratégique, ainsi que de l'assurance qualité, en appui à l'exécution du mandat de la Mission. Il aide et appuie le (la) Directeur(trice) de l'appui à la mission pour lui permettre de gérer de manière efficace les services d'appui à la Mission, notamment en surveillant le niveau et la qualité des services d'appui fournis au quartier général et aux bureaux locaux de la Mission. Les fonctionnaires d'administration régionaux, sous la direction du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources, assurent, en collaboration avec le Centre d'appui à la mission, la fourniture de services administratifs en temps utile au personnel en tenue déployé dans les différentes régions.

15. Dans le cadre du déploiement de 3 690 membres du personnel en tenue supplémentaires, un appui administratif et logistique supplémentaire est nécessaire pour veiller à ce que les nouvelles unités militaires et de police atteignent immédiatement leur pleine capacité opérationnelle dès leur déploiement. L'appui administratif porte notamment sur la recherche et la préparation des bases permanentes, l'accueil et l'intégration du personnel et la coordination avec les sections concernées de la Division de l'appui à la mission pour la fourniture d'un soutien au déploiement, à la relève et au rapatriement du personnel militaire et policier. Les militaires et policiers supplémentaire seront déployés dans les régions en dehors de Bangui. Par conséquent, la mission cherche à renforcer ses bureaux régionaux en déployant un agent administratif régional supplémentaire dans chacun des trois bureaux régionaux. Pour ce faire, il est proposé de créer trois postes, comme indiqué au tableau 2.

Tableau 3

Ressources humaines : Section des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Postes	+ 1	SM	Assistant(e) aux systèmes d'information	Création	Ndélé
	+ 1	SM	Assistant(e) aux télécommunications	Création	Bangassou
Total	+ 2				

16. Les postes et emplois de temporaires approuvés pour la Section des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications sont au nombre de 75 : 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 43 agent(e)s du Service mobile, 24 agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national, 2 Volontaires des Nations Unies. La Section est chargée d'assurer des services technologiques efficaces et fiables à l'appui de la mise en œuvre du mandat de la Mission.

17. Le déploiement d'officiers d'état-major supplémentaires et de membres de la police des Nations Unies nécessitera une quantité importante de matériel de communication et de matériel informatique pour soutenir leurs opérations, notamment des dispositifs informatiques et de communication. Il en résultera une augmentation des services d'appui en matière de communications et d'informatique demandés à la Section en ce qui concerne la gestion et l'entretien du réseau ainsi que l'entretien et l'exploitation de l'infrastructure informatique et de communication.

18. La Mission cherche à renforcer la présence du personnel chargé des communications et de l'informatique dans les régions où seront déployés les 3 690 militaires et policiers supplémentaires. Cette mesure permettra à la Mission d'améliorer l'appui apporté dans les domaines suivants : l'amélioration de la connectivité sous forme de connexions mobiles, de réseaux locaux ou de satellites ; l'utilisation des applications informatiques ; la distribution et la maintenance des appareils de communication et des appareils informatiques ; l'utilisation de radio à haute fréquence et à ultra-haute fréquence conformément aux normes minimales de sécurité opérationnelle ; la gestion et l'installation des mises à jour pour les systèmes de communication et les systèmes informatiques ; la formation à l'utilisation des dispositifs de communication et des dispositifs informatiques ainsi qu'aux applications connexes ; le suivi des performances de l'infrastructure pour garantir la fiabilité du service. Par conséquent, il est proposé de créer deux postes, comme indiqué au tableau 3.

Tableau 4

Ressources humaines : Centre d'appui de la mission (Groupe du matériel appartenant aux contingents)

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Poste	+ 1	SM	Assistant(e) chargé(e) du matériel appartenant aux contingents	Création	Kaga Bandoro
Emploi de temporaire	+ 1	VNU	Inspecteur(trice) du matériel appartenant aux contingents	Création	Bouar
Total	+ 2				

19. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Groupe du matériel appartenant aux contingents au Centre d'appui à la mission sont au nombre de 10 : 1 P-4, 1 P-3, 6 agent(e)s du Service mobile, 2 Volontaires des Nations Unies. Le Groupe procède à la vérification et à l'inspection du matériel majeur appartenant aux contingents déployés dans différents endroits, ainsi qu'à la vérification et à l'inspection des moyens de soutien logistique autonome. Ces activités permettent de contrôler le respect des clauses des mémorandums d'accord conclus avec les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police relatives au déploiement du matériel appartenant aux contingents et de veiller à ce que tout écart soit signalé en temps utile.

20. En raison du déploiement de 3 690 militaires et membres d'unités de police constituées supplémentaires, le volume du matériel appartenant aux contingents déployé dans la zone de la Mission augmentera considérablement. La Mission cherche à renforcer le Groupe pour soutenir la supervision du matériel et le règlement final des demandes de remboursement, notamment en décentralisant ses fonctions et en déployant davantage de personnel de Bangui dans les régions pour assurer une couverture plus efficace des différents secteurs et faciliter les vérifications et les inspections en temps voulu du matériel appartenant aux contingents. Il sera ainsi possible d'améliorer le suivi continu et efficace et de rendre précisément compte de l'état de fonctionnement du matériel des contingents militaires et des unités de police constituées. Par conséquent, il est proposé de créer un poste et un emploi de temporaire (Volontaire des Nations Unies), comme indiqué au tableau 4.

Tableau 5

Ressources humaines : Groupe de l'hygiène et de la sécurité du travail et de l'environnement

	<i>Postes</i>				
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Emploi de temporaire	+ 1	VNU	Spécialiste des questions d'environnement	Création	Kaga Bandoro
Total	+ 1				

21. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Groupe de l'hygiène et de la sécurité du travail et de l'environnement sont au nombre de 8 : 1 P-4, 1 P-3, 1 agent(e) du Service mobile, 1 administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, 1 agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national, 3 Volontaires des Nations Unies. Le Groupe est chargé de veiller à ce que les opérations de la Mission soient conformes aux règles de l'Organisation en matière environnementale et notamment à la politique environnementale applicable aux missions des Nations Unies sur le terrain. Il a également pour rôle d'appliquer la stratégie environnementale de l'Administration et notamment de superviser la mise en œuvre du plan d'action pour l'environnement dans la zone de la mission et des indicateurs clefs de performance.

22. Le déploiement de militaires et de policiers supplémentaires supposera de trouver de nouveaux sites où construire ou installer les logements destinés à héberger ce personnel. Ces sites nécessiteront un travail approfondi de planification environnementale (inspections environnementales et évaluation des risques liés aux eaux usées et aux déchets, notamment). Le surcroît de travail sera accentué par le fait que les nouveaux sites seront répartis dans plusieurs régions en dehors de Bangui.

23. Pour soutenir la planification environnementale nécessaire pour les nouveaux logements répartis sur plusieurs sites, afin de veiller à ce que le déploiement des 3 690 militaires supplémentaires n'ait pas d'incidence négative sur l'environnement, la Mission cherche à renforcer le Groupe de l'hygiène et de la sécurité du travail et de l'environnement, notamment en déployant du personnel dans les régions. En conséquence, il est proposé de créer un emploi de temporaire, comme indiqué au tableau 5, pour veiller à ce que les inspections environnementales et la collecte des données sur tous les sites soient effectuées en temps utile. Le (la) titulaire sera affecté(e) à Kaga Bandoro et assurera également un rôle de formation et de conseil auprès des membres du personnel concernés ainsi qu'auprès du personnel militaire et du personnel de police.

Pilier Services

Tableau 6

Ressources humaines : Groupe des transports

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Emploi de temporaire	+ 1	VNU	Technicien(ne) véhicules	Création	Paoua
Total	+ 1				

24. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Groupe des transports sont au nombre de 75 : 1 P-4, 12 agent(e)s du Service mobile, 31 agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national, 31 Volontaires des Nations Unies. Le Groupe des transports met en place un système de transport sûr, fiable, efficace et économique afin d'aider la Mission à s'acquitter de son mandat. Il planifie, organise et contrôle les services de transport routier de la Mission, s'occupe de l'entretien et de la réparation de ses véhicules, élabore et applique des normes de sécurité routière et assure les services de répartition. Le Groupe travaille en étroite collaboration avec le Groupe du matériel appartenant aux contingents pour effectuer des inspections techniques périodiques des véhicules appartenant aux contingents, y compris des véhicules spécialisés. Ces inspections visent à évaluer la disponibilité opérationnelle du matériel et le respect des mémorandums d'accord par les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police.

25. Pour appuyer le déploiement des 3 690 membres du personnel en tenue supplémentaires, la Mission fera l'acquisition de 85 véhicules légers supplémentaires au moyen des ressources approuvées pour l'exercice 2020/21. Le volume du matériel appartenant aux contingents devrait également croître, le parc de véhicules passant de 3 352 à 4 434, soit une augmentation de 1 082. En raison de l'étendue de la zone d'opérations de la Mission et du terrain accidenté, l'entretien du parc de véhicules nécessite un soutien logistique accru.

26. Compte tenu, d'une part, de l'augmentation des activités d'entretien et de réparation résultant du déploiement de militaires supplémentaires et, d'autre part, du vieillissement du parc de véhicules, il est proposé de créer un emploi de temporaire, comme indiqué au tableau 6.

Tableau 7

Ressources humaines : Section du génie et de la gestion des installations

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Postes	+ 1	SM	Technicien(ne) du génie	Création	Bangui
	+ 1	VNU	Ingénieur(e) du génie civil	Création	Bria
Emplois de temporaire	+ 1	VNU	Mécanicien(ne) (groupes électrogènes)	Création	Bangui
Total	+ 3				

27. Les postes et emplois de temporaires approuvés pour la Section du génie et de la gestion des installations sont au nombre de 108 : 1 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 34 agent(e)s

du Service mobile [dont 9 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 4 administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national, 44 agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national [dont 6 emplois de temporaire (autre que pour les réunions)], 20 Volontaires des Nations Unies. La Section a pour mandat de fournir un soutien et des services d'ingénierie globaux à l'ensemble du personnel de la MINUSCA, en divers endroits de la zone de la Mission.

28. Le déploiement des 3 690 militaires supplémentaires nécessitera la construction de nouveaux camps. S'il est prévu que les militaires et les policiers supplémentaires soient autonomes en ce qui concerne la production d'électricité dans leurs installations, tout comme les policiers des Nations Unies qui seront déployés dans les installations existantes, la fréquence de l'entretien et des réparations devrait fortement augmenter en raison de l'accroissement de la charge et de la pression exercée sur les groupes électrogènes existants dans chacun de ces camps. Il faudra donc assurer la planification coordonnée des programmes d'entretien quotidiens et mensuels, ainsi que l'approvisionnement et la distribution des pièces de rechange. Par conséquent, le Groupe de la construction de la Section du génie et de la gestion des installations connaîtra une forte augmentation de sa charge de travail liée à la planification, à l'organisation, à la coordination et à la supervision de la construction et de l'entretien de nouvelles installations.

29. La Mission cherche à renforcer la Section du génie et de la gestion des installations, notamment en déployant du personnel dans les régions, pour faire face à l'augmentation de la charge de travail résultant de la construction de nouveaux camps, ainsi que pour gérer l'entretien et la production d'électricité dans ces camps. Par conséquent, il est proposé de créer un poste et deux emplois de temporaire (Volontaire des Nations Unies), comme indiqué au tableau 7.

Tableau 8

Ressources humaines : Groupe des transports aériens

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Postes	+ 1	SM	Assistant(e) aux opérations aériennes	Création	Bouar
Total	+ 1				

30. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Groupe des transports aériens sont au nombre de 26 : 1 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 9 agent(e)s du Service mobile, 2 administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national, 3 agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national, 7 Volontaires des Nations Unies. Le Groupe est chargé de fournir des services de transport aérien sûrs, rentables et fiables à tous les membres du personnel des Nations Unies à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de la Mission. Il a également pour fonction d'assurer les évacuations médicales et sanitaires, les services de transport aérien pour le déploiement et la relève des contingents et du personnel de police, les services de fret et d'approvisionnement, le déploiement de forces d'intervention rapide pour les opérations militaires et la protection humanitaire, les missions de recherche et de sauvetage, la reconnaissance de jour et de nuit, les vols de liaison logistique et politique et les vols réguliers hebdomadaires de passagers à l'appui de la mise en œuvre du mandat de la Mission.

31. Le déploiement de personnel militaire et policier supplémentaire entraînera une augmentation des opérations et tâches aériennes militaires, en particulier dans les zones reculées sujettes à l'insécurité et à la violence. La Mission cherche à renforcer

le Groupe des transports aériens pour soutenir les capacités militaires supplémentaires et aider le quartier général de la force à étendre ses opérations dans tous les secteurs. Le renforcement des effectifs du Groupe permettra également à la Mission de mieux coordonner les opérations de ses moyens aériens et de se conformer pleinement à la politique « 10-1-2 » de l'Organisation relative aux évacuations médicales et sanitaires. Les capacités renforcées du Groupe permettront également de favoriser l'application des recommandations formulées dans son rapport par la Commission d'enquête sur les problèmes de sécurité opérationnelle dans le secteur ouest à la suite d'un accident aérien mettant en cause un hélicoptère fourni dans le cadre d'une lettre d'attribution. En conséquence, il est proposé de créer un poste, comme indiqué au tableau 8, pour soutenir efficacement l'augmentation des opérations aériennes, tout en assurant le respect de normes élevées de sécurité aérienne et en atténuant l'annulation ou le retard des vols.

Service de gestion de la chaîne d'approvisionnement

Tableau 9

Ressources humaines : Groupe du contrôle des mouvements

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Postes	+ 3	VNU	Assistant(e) au contrôle des mouvements	Création	Obo, Birao et Paoua
Total	+ 3				

32. Les postes et emplois de temporaire approuvés pour le Groupe du contrôle des mouvements sont au nombre de 60 : 1 P-4, 1 P-3, 16 agent(e)s du Service mobile, 4 administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national, 22 agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national, 16 Volontaires des Nations Unies. Le Groupe est chargé des mouvements stratégiques du personnel militaire et du personnel de police lors des déploiements, des relèves et des rapatriements. Il est également responsable des mouvements de matériel appartenant aux contingents et de matériel appartenant à l'ONU. Il assure notamment les tâches suivantes : coordination des mouvements à destination et en provenance de la Mission, dédouanement, expédition de fret, envoi d'effets personnels, gestion des réservations et de l'enregistrement des passagers voyageant à bord des moyens de transport aérien et de transport de surface de l'ONU.

33. Le déploiement de personnel militaire et de personnel de police supplémentaires devrait entraîner une augmentation de la charge de travail du Groupe du contrôle des mouvements liée aux activités de déploiement, de relève et de rapatriement. Par ailleurs, la capacité du Groupe à assumer le surcroît de travail est entravée par le fait qu'à l'heure actuelle, la Mission n'a pas été en mesure de déployer un nombre suffisant de membres du personnel du Groupe dans certaines régions où le personnel militaire et policier supplémentaire doit être déployé. La Mission cherche à renforcer le Groupe pour permettre le déploiement du personnel chargé du contrôle des mouvements à Obo, Birao et Paoua. En conséquence, il est proposé de créer trois emplois de temporaire, comme indiqué au tableau 9, pour assurer une bonne couverture de chaque région et ainsi permettre les mouvements stratégiques de personnel et de matériel.

Tableau 10

Ressources humaines : Section de la gestion intégrée des stocks

<i>Postes</i>					
	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Lieu</i>
Poste	+ 3	VNU	Assistant(e) (entrepôts)	Création	Bria, Bouar et Kaga Bandoro
Total	+ 3				

34. Les postes approuvés pour la Section de la gestion intégrée des stocks sont au nombre de 48 : 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 27 agent(e)s du Service mobile, 1 administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, 17 agent(e)s des services généraux recruté(e)s sur le plan national. La Section est chargée de la réception, du stockage et de la distribution de tous les biens, fournitures et matériel. Elle a également pour tâche de procéder à l'analyse et au contrôle des stocks et à la cession du matériel, conformément à la politique de gestion de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement de l'Organisation.

35. Dans la mesure où les militaires et policiers supplémentaires doivent être déployés dans toutes les régions, la Mission cherche à accroître sa capacité à prépositionner des biens et des fournitures de base dans les quartiers généraux de région. Cette mesure permettra à la Mission de renforcer son soutien aux militaires et policiers supplémentaires de manière plus efficace. Toutefois, la Mission n'a pas de moyens d'entreposage dans les quartiers généraux de région. La présence de membres du personnel de la Section de la gestion intégrée des stocks dans les quartiers généraux de région permettra également d'accélérer la distribution de divers biens et marchandises pour répondre aux besoins à court et à long terme du personnel militaire et policier. En conséquence, il est proposé de créer trois emplois de temporaire, comme indiqué au tableau 10, pour soutenir les activités courantes de la Section de la gestion intégrée des stocks dans les bureaux régionaux afin de mieux servir le personnel militaire et policier supplémentaire déployé dans les régions.

II. Ressources financières

A. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (2020/21)	Prévisions	Prévisions	Prévisions	Variation	
		de dépenses initiales	de dépenses supplémentaires	de dépenses totales	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (1)	(6) = (5)/(1)
Militaires et personnel de police						
Observateurs militaires	8 114,7	7 629,8	–	7 629,8	(484,9)	(6,0)
Contingents	397 486,2	396 727,3	74 901,2	471 628,5	74 142,3	18,7
Police des Nations Unies	19 659,8	18 559,0	7 907,8	26 466,8	6 807,0	34,6
Unités de police constituées	54 024,7	53 883,4	20 779,9	74 663,3	20 638,6	38,2
Total partiel	479 285,4	476 799,5	103 588,9	580 388,4	101 103,0	21,1
Personnel civil						
Personnel recruté sur le plan international	154 552,8	156 009,5	896,2	156 905,7	2 352,9	1,5
Personnel recruté sur le plan national	20 166,0	23 311,7	–	23 311,7	3 145,7	15,6
Volontaires des Nations Unies	20 088,1	21 995,7	584,5	22 580,2	2 492,1	12,4
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	14 377,2	14 653,7	–	14 653,7	276,5	1,9
Personnel fourni par des gouvernements	5 202,9	5 190,3	–	5 190,3	(12,6)	(0,2)
Total partiel	214 387,0	221 160,9	1 480,7	222 641,6	8 254,6	3,9
Dépenses opérationnelles						
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	1 075,6	1 125,8	–	1 125,8	50,2	4,7
Voyages officiels	3 745,9	3 651,1	–	3 651,1	(94,8)	(2,5)
Installations et infrastructures	68 254,3	68 880,1	4 598,2	73 478,3	5 224,0	7,7
Transports terrestres	16 416,5	15 128,7	1 621,4	16 750,1	333,6	2,0
Opérations aériennes	64 946,9	63 255,2	–	63 255,2	(1 691,7)	(2,6)
Opérations maritimes ou fluviales	500,0	500,0	–	500,0	–	–
Communications et informatique	45 554,8	41 741,8	786,4	42 528,2	(3 026,6)	(6,6)
Santé	1 803,8	3 443,4	358,3	3 801,7	1 997,9	110,8
Matériel spécial	–	–	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	38 741,5	37 572,2	–	37 572,2	(1 169,3)	(3,0)
Projets à effet rapide	3 000,0	3 000,0	–	3 000,0	–	–
Total partiel	244 039,3	238 298,3	7 364,3	245 662,6	1 623,3	0,7
Montant brut	937 711,7	936 258,7	112 433,9	1 048 692,6	110 980,9	11,8
Recettes provenant des contributions du personnel	14 868,3	14 990,9	57,6	15 048,5	180,2	1,2
Montant net	922 843,4	921 267,8	112 376,3	1 033 644,1	110 800,7	12,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–	–	–
Total	937 711,7	936 258,7	112 433,9	1 048 692,6	110 980,9	11,8

B. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

36. Les ressources nécessaires pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, calculées sur la base des taux standard de remboursement au titre du matériel majeur et du soutien logistique autonome, s'élèvent à 177 749 500 dollars et se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prévisions de dépenses initiales</i>	<i>Prévisions de dépenses supplémentaires</i>	<i>Total</i>
Contingents			
Matériel majeur	79 856,0	15 533,8	95 389,8
Soutien logistique autonome	49 503,0	7 521,8	57 024,8
Total partiel (contingents)	129 359,0	23 055,6	152 414,6
Unités de police constituées			
Matériel majeur	11 265,3	5 024,1	16 289,4
Soutien logistique autonome	6 710,3	2 335,2	9 045,5
Total partiel (unités de police constituées)	17 975,6	7 359,3	25 334,9
Total	147 334,6	30 414,9	177 749,5

III. Analyse des variations

37. On ne trouvera dans l'analyse des variations¹ présentée dans cette section que des explications relatives aux catégories de dépenses ayant dû être mises à jour en raison de la décision prise par le Conseil de sécurité, dans sa résolution [2566 \(2021\)](#), d'autoriser le déploiement de militaires et de policiers supplémentaires. Pour les catégories de dépenses mentionnées ci-après, ces explications remplacent celles qui figurent dans le rapport du Secrétaire général sur le budget de la MINUSCA pour l'exercice 2021/22 ([A/75/760](#)) ; pour toutes les autres, l'analyse présentée dans ledit rapport reste valable et inchangée.

	<i>Variation</i>	
Contingents	74 142,3	18,7 %

• Mandat : augmentation de l'effectif militaire autorisé

38. L'augmentation des ressources demandées est principalement due à la hausse des dépenses prévues au titre du remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard, du matériel appartenant aux contingents, des activités de fret, des rations, de l'indemnité de subsistance (missions) et des frais de voyage, qui tient au déploiement échelonné d'un maximum de 2 750 militaires supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#).

¹ Les variations, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysées lorsqu'elles atteignent $\pm 5\%$ ou 100 000 dollars.

	<i>Variation</i>	
Police des Nations Unies	6 807,0	34,6 %

• **Mandat : augmentation de l'effectif de police autorisé**

39. L'augmentation des ressources demandées s'explique en grande partie par la hausse des dépenses prévues au titre de l'indemnité de subsistance (missions), laquelle vise à appuyer le déploiement échelonné d'un maximum de 200 membres de la police des Nations Unies supplémentaires ayant été autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#).

	<i>Variation</i>	
Unités de police constituées	20 638,6	38,2 %

• **Mandat : augmentation de l'effectif de police autorisé**

40. L'augmentation des ressources demandées est principalement due à la hausse des dépenses prévues au titre du remboursement aux gouvernements du coût des unités de police constituées, du matériel appartenant aux contingents, des activités de fret, des rations et des frais de voyage, qui tient au déploiement échelonné d'un maximum de 740 membres d'unités de police constituées ayant été autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#).

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan international	2 352,9	1,5 %

• **Mandat : modification de la portée ou de la nature du mandat**

41. La hausse des ressources demandées s'explique principalement par : a) l'augmentation des dépenses prévues au titre des traitements et des dépenses communes de personnel, du fait de la création proposée de 11 postes, auxquels un taux de vacance de 50,0 % serait appliqué et dont 8 serviraient à appuyer le déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires, et de la conversion proposée de 5 emplois de temporaire soumis à recrutement international en postes permanents ; b) l'augmentation de la prime de danger, comme suite à la révision du barème des traitements, par rapport aux traitements prévus dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21.

	<i>Variation</i>	
Volontaires des Nations Unies	2 492,1	12,4 %

• **Mandat : modification de la portée ou de la nature du mandat**

42. L'augmentation des ressources demandées est principalement imputable à : a) la création proposée de 14 postes de Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international, dont 11 serviraient à appuyer le déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires, et la création proposée de 2 postes de Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national, auxquels un taux de vacance de 50,0 % serait appliqué ; b) l'application, aux fins du calcul des indemnités, d'un taux de vacance de 5,0 % pour les postes de Volontaires des Nations Unies (contre 12,5 % dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21), la Mission continuant de s'efforcer de pourvoir les postes vacants.

	<i>Variation</i>	
Installations et infrastructures	5 224,0	7,7 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

43. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) la hausse des dépenses prévues au titre des services de sécurité, un système de minidrones déjà existant devant être amélioré et deux systèmes additionnels mis en service afin de renforcer les capacités d'aide à la planification des besoins opérationnels et à la protection des civils et du personnel des missions ; b) l'augmentation prévue de la consommation de carburants pour les groupes électrogènes par rapport à 2020/21 (19,5 millions de litres au coût moyen de 1,401 dollar par litre, contre 14,4 millions de litres au coût moyen de 1,593 dollar par litre), du fait du déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité ; c) l'acquisition de locaux préfabriqués, d'équipements d'hébergement et de matériel de réfrigération pour remplacer, d'une part, les installations dont la MINUSCA a hérité de la mission l'ayant précédée (Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine), celles-ci s'étant depuis lors détériorées et présentant des dommages importants, et, d'autre part, le matériel endommagé et détérioré dont sont actuellement équipés les logements de la Mission situés dans les régions et dans les camps de transit ; d) l'acquisition de groupes électrogènes et d'équipements électriques faisant partie d'un système hybride photovoltaïque-diesel de production énergétique, conformément au plan de la Mission visant à réduire son empreinte carbone en diminuant sa dépendance à l'égard du diesel, et l'acquisition de capteurs et de pièces détachées pour la dorsale des technologies de l'information et des communications devant servir dans les installations informatiques de la Mission dans toute sa zone d'opérations, achats pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21.

44. L'augmentation de ces ressources est en partie compensée par la réduction de celles demandées pour : a) les travaux de construction, de transformation et de rénovation et les gros travaux d'entretien, en raison de la non-reconduction de dépenses non renouvelables au titre de la construction d'une aire de trafic et d'une voie de circulation à l'aéroport international de Bangui et de hangars d'aviation à Kaga Bandoro, Bouar, Bria et Bangassou, pour lesquels des crédits avaient été inscrits au budget approuvé pour l'exercice 2020/21 ; b) l'acquisition de fournitures d'ingénierie, en raison de l'absence de besoin de dispositifs de gestion des câbles et d'accessoires connexes, et l'acquisition de câbles et de faisceaux électriques, compte tenu de l'achèvement de la normalisation du câblage dorsal dans trois bureaux régionaux, par rapport aux acquisitions prévues dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21.

	<i>Variation</i>	
Transports terrestres	333,6	2,0 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

45. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par la hausse prévue de la consommation de carburant pour les véhicules par rapport à 2020/21 (7,4 millions de litres au coût moyen de 1,401 dollar par litre, contre 6,6 millions de litres au coût moyen de 1,593 dollar par litre), du fait du déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité.

	<i>Variation</i>	
Communications et informatique	(3 026,6)	(6,6 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

46. La réduction des ressources demandées s'explique principalement par : a) l'acquisition d'un moins grand nombre d'articles d'équipement de communication et de technologie étant donné l'achèvement prévu de l'amélioration de l'infrastructure pour la connectivité Internet, projet en bonne voie de réalisation pour l'exercice 2020/21, et les quantités suffisantes prévues en matière d'équipement de réseau et de stockage et de matériel destiné aux utilisateurs finals, pour lesquels des crédits avaient été prévus dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21 ; b) le moindre recours aux services d'information et de publication, en raison de la réduction prévue des supports de promotion et de documents imprimés produits, ainsi qu'aux services de radiodiffusion, compte tenu de l'achèvement du processus électoral présidentiel et législatif, par rapport aux supports et services pour lesquels des crédits étaient prévus dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21.

47. La réduction de ces ressources est contrebalancée en partie par l'augmentation de celles demandées au titre des services de télécommunications et de réseau dans le but de soutenir l'élargissement de la bande passante à Bangui et dans les bureaux régionaux afin de garantir la redondance d'accès nécessaire pour faciliter le recours accru aux applications en nuage, notamment les outils de collaboration permettant de mener des réunions et des sessions de formation virtuelles ainsi que le partage de documents, et pour soutenir la demande accrue de vidéos de surveillance provenant de systèmes de drones, dont la Mission a besoin pour exécuter son mandat de protection des civils et du personnel des Nations Unies et qui seront utiles au déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité.

	<i>Variation</i>	
Santé	1 997,9	110,8 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

48. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) l'acquisition de matériel médical, y compris des trousseaux de premiers secours pour les membres du personnel en tenue déployés dans des zones reculées afin de faciliter l'administration des premiers soins avant et pendant le transfert des blessés vers les établissements de santé les plus proches, dans le cadre des efforts constants de la Mission pour réduire le nombre de décès chez les soldats de la paix, conformément à l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général ; b) des coûts plus élevés que prévu au titre des services médicaux, par rapport à l'estimation figurant dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21, qui s'expliquent par une volonté de renforcer la capacité de la Mission à recourir à des ambulances aériennes commerciales dans les situations où ses propres moyens aériens ne peuvent pas être utilisés pour des évacuations médicales, comme ce fut le cas pendant la pandémie de COVID-19, ainsi que par le déploiement de membres du personnel en tenue supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité.

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

49. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINUSCA se présentent comme suit :

a) ouverture de crédits de 1 048 692 600 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 ;

b) mise en recouvrement du montant de 393 259 700 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période allant du 1^{er} juillet au 15 novembre 2021 ;

c) mise en recouvrement du montant de 655 432 900 dollars pour la période allant du 16 novembre 2021 au 30 juin 2022, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission, à raison de 87 391 053 dollars par mois.

Annexe Organigrammes

A. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

Abréviations : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; GN = agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SM (1^{re} classe) = agent(e) du Service mobile (1^{re} classe) ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Nouveau poste. ^b Réaffectation. ^c Transformation. ^d Personnel temporaire (autre que pour les réunions). ^e Transfert. ^f Reclassement ou déclassement. ^g Nouveau poste (additif).

B. Division de l'appui à la mission